

# Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

UNITE TERRITORIALE : Nièvre - Yonne

Subdivision : S89

Nom(s) du ou des inspecteurs : Frédéric FILLAUDEAU

Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 26/03/2010

Date de l'inspection : 14/04/2010

Type d'inspection :

☐ approfondie

ou

☐ courante

ou

☐ ponctuelle

☐ inopinée

ou

☐ annoncée

☐ planifiée

ou

☐ circonstancielle

motif de la planification :

ou

détail des circonstances :

Plan de contrôle des installations classées. .

/

.....

Société : SCHIEVER DISTRIBUTION

Commune : AVALLON

Activité : Entrepôts de stockage de produits combustibles

Autorisation

Priorité : autre

Liste des installations inspectées : entrepôts

Thèmes : récolement des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 janvier 2002

Référentiels de l'inspection :

- arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2002-0025 du 15 janvier 2002
- arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations
- arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié par l'arrêté du 10 août 1998, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (Combustion)

Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :

M. Laurent GUYOT, responsable maintenance-logistique et projets

M. Julien CORNELOUP, chargé de maintenance immobilière

M. Thierry SOUPAULT, responsable maintenance du site

Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :

La société SCHIEVER DISTRIBUTION a fait l'objet d'une réorganisation de ses services fin 2008, début 2009. La personne chargée de la maintenance-logistique a pris ses fonctions début 2010. Les personnes rencontrées ont eu une réelle difficulté à rassembler les documents demandés par l'inspection. Cependant, l'exploitant a exprimé sa volonté de se mettre en conformité avec la réglementation.

L'inspection des installations classées a mis en évidence des écarts qui peuvent faire l'objet d'actions correctives rapidement et des non-conformités.

Les écarts relevés sont les suivants :

- Par rapport aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 janvier 2002 :

- article 32.2 : Il est demandé à l'exploitant de s'assurer du suivi de la formation sécurité-incendie par le personnel concerné.

- article 36.2 : concernant les exutoires de fumées, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la prescription relative à la présence d'au minimum deux commandes manuelles et de leur accessibilité dans le bâtiment A2.

- Par rapport à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié par l'arrêté du 10 août 1998, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (Combustion) :

paragraphe 2.12 : concernant les installations de combustion, l'indication du sens de la manoeuvre de la vanne de coupure de gaz n'est pas indiquée, de même que le repérage des positions ouverte et fermée.

D'autre part, l'inspection n'a pas pu mettre en évidence la présence des deux vannes automatiques redondantes de coupure de gaz réglementaires.

Les non-conformités relevées sont les suivantes :

- Par rapport aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 janvier 2002 :

- article 15 : le contrôle des effluents n'a pas été réalisé et aucune convention n'a été passée avec un organisme agréé.
- article 27 : l'exploitant ne dispose pas d'un registre de la production et de l'élimination des déchets.
- article 32.4 : l'exploitant ne dispose pas d'un plan d'intervention.
- article 34 : l'exploitant ne dispose pas d'un registre des incidents et accidents survenus en cours d'exploitation.

- Par rapport à l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées :

article 1 : l'analyse du risque foudre n'a pas été réalisée.

- Par rapport aux dispositions du code de l'environnement :

article R.512-33 : l'exploitant a installé un second atelier de charge d'accumulateurs au sein de l'entrepôt A1, destiné aux batteries gel. Cette modification n'a pas été notifiée à Monsieur le préfet de l'Yonne. D'autre part, cette non-conformité avait déjà été mentionnée dans le rapport établi suite à la visite d'inspection du 17 octobre 2003.

**Suites envisagées :**

Les observations effectuées feront l'objet d'un courrier adressé à l'exploitant.

Des suites sont proposées au préfet

**Liste des documents établis suite à la visite :**

Bordereau de transmission au Préfet

Tableau des constats

Lettre à l'exploitant

Dijon, le 30 avril 2010

L'inspecteur des installations classées,

***SIGNE***

Frédéric FILLAUDEAU